



La CGT veut la construction d'une filière papier de proximité. Photo DDM, archives B.F.

**Industrie.** Le syndicat a organisé une réunion publique vendredi sur la ré-industrialisation du site de Lédar.

# La CGT veut être entendue

**P**apier plâtre pour le bâtiment, sacs en papier pour la grande distribution, papier pour l'industrie agroalimentaire ou hospitalière : la CGT mise sur ces solutions pour permettre une solution de ré-industrialisation du site de Lédar. Le syndicat avec son union locale, départementale, la fédération du papier carton et la présence du secrétaire régional ont présenté ces propositions lors de la réunion publique vendredi. Devant près de 200 personnes, ils ont débattu de la situation après la fermeture de la papeterie en revenant aussi sur l'action engagée par la CGT depuis 2004. « Nous avons tout mis sur la table, dénonçant la politique du secret qui tient à l'écart les salariés et les populations concernant l'avenir du site, résume

Jean-Jacques Martin, secrétaire local de la CGT. Nous avons pu entamer un débat constructif avec la salle, développant notamment nos projets de ré-industrialisation travaillés depuis quatre ans au niveau régional et curieusement abandonnés. »

## UNE RÉACTIVATION RAPIDE

Aujourd'hui, le syndicat qui négocie des solutions de redémarrage pour les autres unités de production de l'ex-groupe Matussières, Turkhein, Voiron souhaite « agir pour réactiver » le site de Lédar et de demander aux pouvoirs publics « la préemption des terrains, de l'immobilier et des machines outils pour bloquer l'action du liquidateur et la mise en place d'une cellule de travail lé-

gère regroupant les collectivités et syndicats pour recenser les besoins en région des entreprises en cellulose et papier et mettre en synergie la filière découlant de cette nouvelle unité. »

Des mesures qui doivent, selon le syndicat, être prises d'urgence : « Si le site n'est pas réactivé rapidement, un coût énorme pour la dépollution (qui est obligatoire) devra être en plus supporté par les collectivités et donc nos impôts. »

Décus de l'absence des principaux élus, les membres de la CGT souhaitent cependant être « entendus sur ces propositions » et « exigent de tous les pouvoirs publics et élus politiques qu'ils initient la construction d'une filière papier de proximité centrée sur les besoins interrégionaux. »

LA DEPECHE  
DU MIDI  
(DECEMBRE)